

EXERCICE 37, UNITÉ IV

1.5. Ajouter un point de vue

CONSIGNE

Relevez le verbe ou l'expression verbale de la phrase où est employé à cet égard, puis précisez s'il introduit ou non une nouvelle source énonciative.

EXEMPLE

Il est vrai que la complexité, voire la subtilité, de l'organisation du système [des classes préparatoires et des grandes écoles] ne peut qu'entretenir l'inquiétude, la suspicion, voire la peur, d'une formation qui apparaît inaccessible. Votre mission s'est parfois même demandé si ce raffinement n'était pas savamment entretenu par ceux-là même qui tirent profit du système... **A cet égard**, une étude de l'INSEE rappelait que « l'expansion scolaire contemporaine ne s'accompagne pas d'une réduction notable de l'inégalité des chances et cette inégalité est de plus en plus d'origine culturelle ». (441 : 2006-2007)

RÉPONSE

Verbe de parole : rappeler

Nouvelle source énonciative : une étude de l'INSEE

1. Les jeunes concernés [par les accords de L'Institut d'Etudes Politiques] ont le sentiment de vivre dans un monde bien étranger à celui des classes préparatoires et des grandes écoles, avec ses propres codes (comportementaux, vestimentaires...), et parfois son propre langage. Cette perception entretient chez les jeunes concernés, en dépit d'excellents résultats scolaires, un manque de confiance en eux, voire un sentiment d'illégitimité. Ils ont une représentation sociale et culturelle tronquée de leur capacité d'accès et de réussite dans ces filières de formation. Ils ont peur d'être jugés et de ne pas être à la hauteur. [...]

Les étudiants rencontrés par la mission à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris, le 16 janvier dernier, ont été très clairs **à cet égard**. Issus des lycées de banlieue ayant passé un partenariat avec l'IEP et désormais en 4e année, ils ont dû franchir un véritable parcours du combattant avant de se sentir parfaitement à l'aise dans leur nouvel environnement. S'ils ont pu combler certaines lacunes académiques à force de travail, l'adaptation à de nouveaux comportements, codes et repères leur est apparue bien plus difficile encore pour s'intégrer à cette école, perçue comme « élitiste et inaccessible ». (44 : 2006-2007)

2. [...] les lycéens eux-mêmes n'ont bien souvent qu'une connaissance très approximative des différentes filières de l'enseignement supérieur, à la fois dans leur contenu, leur organisation et leurs débouchés. Le manque de dialogue entre le lycée et l'« univers post-bac », ainsi que le « fossé » culturel qui sépare ces deux mondes, font que le passage de l'un à l'autre s'apparente à une rupture, qui s'avère anxiogène et socialement pénalisante dans le parcours de l'élève à l'étudiant. Ce n'est pas tant le manque d'information que la « surinformation » ou les difficultés d'accès à ces informations, qu'elles soient dispersées, partielles ou hermétiques, qui pénalisent les familles « non initiées ». **A cet égard**, la nécessité d'un accompagnement individuel a été soulignée par un grand nombre d'intervenants entendus par la mission, de

façon à aider les jeunes et leurs parents à « décrypter » ou « décoder » l'information disponible. (44 : 2006-2007)

3. Relevant que, quand « on parle de comportements difficiles, de redoublements, de relégation dans les structures de recours, classes relais, etc., on constate le plus souvent que de 60 à 80 % des élèves concernés sont des garçons », le magazine Enseignement catholique actualités du mois de novembre 2003 se demande si « peu à peu, plus ou moins consciemment, les enseignants ne sont pas en train de s'habituer à considérer ces garçons comme des « empêcheurs » d'école ». Ce risque de voir les garçons « devenir les mauvais sujets de l'école » discréditerait la mixité, étant désormais bien établi que garçons et filles présentent un niveau de maturité très différent. [...] **A cet égard**, le sociologue Michel Fize considère que la séparation pourrait être envisagée, uniquement sur la base du volontariat, dans quelques situations d'urgence, notamment pour éviter d'éventuelles agressions physiques. Il parle de faire « respirer » la mixité. (263 : 2003-2004)

4. Mme Gisèle Jean, secrétaire générale du Syndicat national des enseignants du second degré (Snes), a indiqué que son organisation syndicale appréhendait la question de la mixité dans ses rapports aux problèmes sociaux en général, soulignant l'importance du rapprochement à effectuer entre la place des filles à l'école et celle des femmes sur le marché du travail. Elle a souligné que l'entrée massive des filles dans le système scolaire était à la fois une révolution et un grand succès, même s'il existe encore des inégalités entre les sexes. Pour les surmonter, elle a estimé qu'une réflexion sociale d'ensemble était nécessaire. **A cet égard**, elle a mis en évidence le mérite de la loi d'orientation scolaire de 1989. (263 : 2003-2004)

5. Mme Gisèle Jean a constaté, pour le regretter, que l'école continuait de véhiculer des stéréotypes : par exemple, les garçons seraient plus turbulents que les filles, tandis que celles-ci seraient plus studieuses. [...] La secrétaire générale a souligné le paradoxe de l'absence de corrélation entre la meilleure réussite scolaire des filles et leur moins bonne situation sur le marché du travail. Les filles sont souvent cantonnées dans des filières à faibles débouchés professionnels, tandis que les métiers traditionnellement féminins, tels que la coiffure ou les emplois familiaux, souffrent de l'absence de formation de haut niveau. **A cet égard**, elle a considéré que des efforts en matière de formation permettraient d'obtenir de meilleures rémunérations et, par conséquent, se traduiraient par une diversification des recrutements. Elle a ensuite abordé la question de la formation des enseignants, qui ignorent le plus souvent la façon de gérer la différence des genres au sein des classes et des établissements. Elle a néanmoins estimé qu'il était possible, dans certains cas, de constituer des groupes d'élèves non mixtes pour discuter de la perception de l'image de l'autre. Enfin, elle a regretté la diminution du nombre des étudiants surveillants et des jeunes adultes dans les établissements scolaires, qui, selon elle, jouaient un rôle essentiel en matière de dialogue, notamment avec les jeunes collégiennes. (263 : 2003-2004)

6. Mme Bernadette Groison, secrétaire générale-adjointe du Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général des collèges (SNUipp), a rappelé que l'histoire de la mixité était récente, celle-ci n'ayant été établie de façon officielle qu'en 1957. Au départ, il s'agissait de faciliter la scolarisation des filles à proximité de leur domicile, mais aucune véritable réflexion n'a été menée depuis lors sur les conséquences de cette mixité. Soulignant, elle aussi, la meilleure réussite scolaire des filles, elle a précisé qu'elle pouvait être observée dès l'école primaire. Elle a expliqué que certaines études montraient que les garçons étaient davantage portés à parler des aspects positifs de leur scolarité, alors que les filles évoquaient davantage leurs problèmes, ce qui traduit une différence dans la manière d'appréhender l'école. De même, si les études statistiques montrent que les filles sont généralement meilleures en lettres qu'en mathématiques, il convient de s'interroger sur les raisons de cette situation.

Elle a noté que la réussite scolaire des filles ne se traduisait pas nécessairement par une orientation professionnelle choisie ni par une aussi bonne insertion professionnelle que les garçons. D'autres paramètres que les critères strictement scolaires entrent donc en jeu, d'autant plus que l'école traite les garçons et les filles de façon inégalitaire. **A cet égard**, elle a insisté sur la pression des valeurs sociales véhiculées, y compris à l'école. Non seulement les enseignants eux-mêmes peuvent avoir des préjugés, mais il existe aussi des décalages entre les valeurs mises en avant par l'école et celles promues au sein du milieu familial. Elle en a déduit qu'il convenait d'améliorer la formation des enseignants sur ce point. (263 : 2003-2004)

7. M. Antoine Prost s'est [...] interrogé sur les changements induits par la mixité dans les écoles. **A cet égard**, il a rappelé que la mixité avait constitué une grande nouveauté, les apprentissages scolaires ayant été dispensés de façon séparée pendant des siècles. En effet, si le mélange des âges dans les classes, notamment dans les classes uniques dans les campagnes, a paru aller de soi, les élèves demeuraient séparés selon leur sexe. Il a rappelé que des débats passionnés avaient eu lieu dans les années 1930 sur l'école unique, assimilée à une école mixte, perçue à l'époque comme une porte ouverte à la débauche. Dans les années 1950, la co-éducation a donné lieu à quelques débats mais qui sont restés généralement sans échos. Il a cité un article sur ce sujet écrit en 1961 par une inspectrice générale de l'éducation nationale dans la revue hebdomadaire intitulée « Education nationale », qui était la revue officielle du ministère permettant au ministre de diffuser des messages sans prendre d'engagements officiels. Ainsi la mixité s'est-elle introduite sans laisser de traces, la co-éducation étant entrée dans les mœurs avec la force de l'évidence à partir du début des années 1960. S'il est exact qu'à partir de 1959 on n'a plus construit que des lycées mixtes, il a contesté la thèse de certains auteurs, selon laquelle la mixité s'est imposée dans le souci de rationaliser la construction des établissements scolaires. Il a estimé que la mixité était bien davantage liée à l'évolution de l'état des mœurs à cette époque et a donné l'exemple des conceptions nouvelles, souvent inspirées des Etats-Unis, en matière de puériculture. C'est ainsi que l'école « unisexe » a disparu dans les années 1960. (263 : 2003-2004)

8. [Le ministre des Sports] a rappelé que, dans les classes d'âge jeune, la pratique sportive des garçons et des filles était, à peu de chose près, comparable, mais qu'elle se déséquilibrait en défaveur des femmes dès la préadolescence, cette observation se ressentant avec une acuité toute particulière pour les filles issues de certaines zones difficiles. **A cet égard**, il a cité une étude de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), menée en 1998,

qui concluait que « les filles françaises de souche sont plus nombreuses à pratiquer un sport que les autres » et que « l'écart des sexes est plus important parmi les jeunes d'origine étrangère ». Cette étude indiquait également que les filles fréquentant des établissements en zone d'éducation prioritaire faisaient moins de sport que les autres : la différence est sensible puisque seulement 32 % des filles âgées de 15 à 19 ans faisaient du sport en zone d'éducation prioritaire (ZEP), contre 51 % hors ZEP. A titre de comparaison, 63 % des garçons font du sport en ZEP. (263 : 2003-2004)

9. Mme Danièle Pourtaud a dit partager les propos de Mme Fadéla Amara et a, elle aussi, estimé que le problème de fond était avant tout celui de l'égalité entre les sexes. Elle s'est demandé si ce combat pour l'égalité devait uniquement passer par des mesures de justice sociale ou s'il devait aussi se fonder sur des discriminations positives. Elle a rappelé **à cet égard** que la délégation avait demandé, à l'époque de la mise en place du programme TRACE (trajet d'accès à l'emploi), un pourcentage minimum de bénéficiaires de ce programme venant des « cités ». (263 : 2003-2004)

10. L'outil Internet donne [à certains jeunes vivant dans des familles recomposées ou ayant quitté leur pays d'origine] la possibilité d'être en même temps « ici et là-bas » et de résoudre des contradictions dont ils ne parvenaient pas à sortir. Soulignons, **à cet égard**, l'avancée colossale que représente le téléphone portable pour les communications contemporaines et l'usage massif qu'en font les parents pour discuter et rester en contact avec leurs enfants lorsque ceux-ci ne sont pas à la maison. (46 : 2008-2009)

11. Un autre type de sites s'est aujourd'hui beaucoup développé, il s'agit de ceux qui permettent le partage des vidéos en ligne (deux sites sont leaders : *Dailymotion*, site français, et *Youtube*, site américain propriété de Google). Là encore, la diffusion des œuvres est à la portée de tous et les volontés créatrices des jeunes sont encouragées, grâce notamment à l'émulation créée (nombre de consultations, notes...). Bien évidemment, très faible est le nombre d'œuvres réellement construites et les contenus fabriqués de manière complètement indépendante largement diffusés sont aussi l'exception. Il reste néanmoins que de nombreux jeunes internautes ont là l'occasion de mettre en ligne leur production et éventuellement de la faire connaître en dehors du cercle familial. Rappelons **à cet égard** que le groupe de rock *Arctic Monkeys*, constitué d'adolescents britanniques, s'est tout d'abord fait connaître sur Internet (en partie malgré lui) grâce à la diffusion de ses œuvres sur la toile. (46 : 2008-2009)